



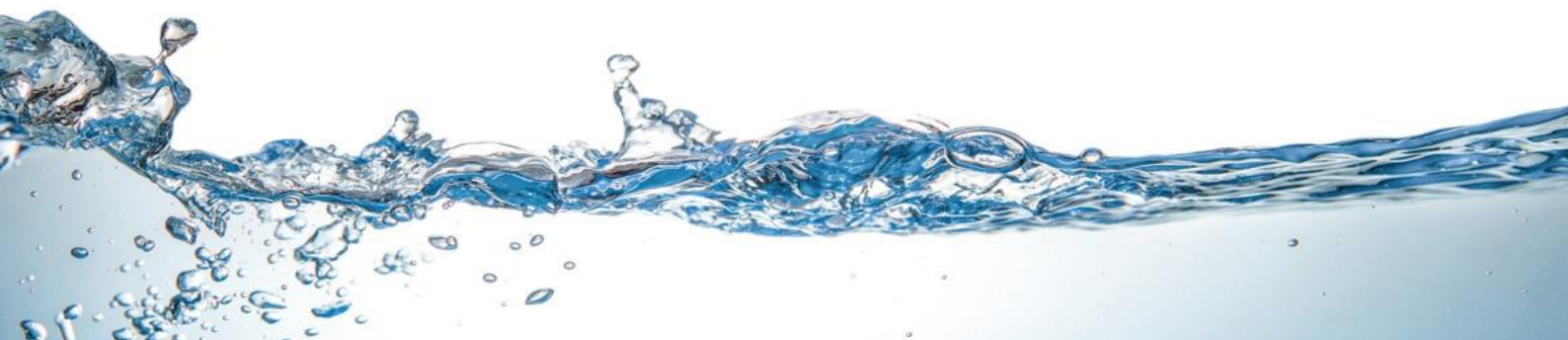
*Service Eau publique*

**Commune de Beauregard-L'Evêque**

**Etude de zonage d'Assainissement**

**Notice explicative**

**Novembre 2022**



## Sommaire

<b>1</b>	<b>INTRODUCTION</b>	<b>3</b>
<b>2</b>	<b>OBJECTIF DE L'ETUDE</b>	<b>4</b>
<b>3</b>	<b>DONNEES SUR LA COMMUNE DE BEAUREGARD-L'EVEQUE</b>	<b>5</b>
<b>3.1</b>	<b>Situation géographique et démographique</b>	<b>5</b>
<b>3.2</b>	<b>Captage AEP</b>	<b>5</b>
<b>3.3</b>	<b>ZNIEFF et Natura 2000</b>	<b>5</b>
<b>3.4</b>	<b>Urbanisme</b>	<b>6</b>
<b>3.5</b>	<b>Exploitation agricole ICPE</b>	<b>6</b>
<b>4</b>	<b>ASSAINISSEMENT COLLECTIF ET NON COLLECTIF ACTUEL</b>	<b>7</b>
<b>4.1</b>	<b>Réseaux existants</b>	<b>7</b>
<b>4.2</b>	<b>Station d'épuration</b>	<b>8</b>
<b>4.3</b>	<b>Assainissement non collectif</b>	<b>8</b>
4.3.1	Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif	8
4.3.2	Définition des catégories utilisées	9
4.3.3	Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :	12
4.3.4	Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2019 :	13
<b>5</b>	<b>ETUDE DES SCENARIOS D'ASSAINISSEMENT COLLECTIF</b>	<b>14</b>
5.1.1	Etat des lieux de l'assainissement actuel	14
5.1.2	Etat des lieux de l'assainissement futur	14
5.1.3	Choix de la Municipalité	14
<b>6</b>	<b>CONCLUSION</b>	<b>15</b>
<b>6.1</b>	<b>Assainissement collectif</b>	<b>15</b>
<b>6.2</b>	<b>Assainissement non collectif</b>	<b>15</b>

## 1 Introduction

La commune de Beauregard-L'Evêque se situe sur la communauté de communes de Billom Communautés. En 2015 et avant leur fusion les deux communautés de communes Billom Saint-Dier / Vallée du Jauron et de Mur-ès-Allier ont lancé l'élaboration d'un PLU Communautaire valant pour Programme Local de l'Habitat.

Après quatre années de travail, le PLUH a été approuvé. Dans cette démarche les services instructeurs ont demandé à Billom Communauté de mettre à jour chaque zonage assainissement des communes.

La commune de Beauregard-L'Evêque a passé un contrat d'affermage avec la SEMERAP pour la gestion de l'assainissement collectif depuis 2009.

La compétence assainissement non collectif est détenue par Billom Communauté qui l'a transféré au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en janvier 2021.

La commune de Beauregard L'Evêque ne possède pas encore de zonage d'assainissement.

## 2 Objectif de l'étude

Cette étude vise à répondre aux obligations réglementaires définies dans le cadre de la Loi sur l'Eau du 3 Janvier 1992 (décret du 3 Juin 1994) qui précise en particulier que chaque commune doit délimiter :

- Des zones d'assainissement collectif où la collectivité doit assurer la collecte des eaux usées domestiques et le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées ;
- Des zones relevant de l'assainissement non collectif où la collectivité est seulement tenue, afin de protéger la salubrité publique, d'assurer le contrôle des dispositifs d'assainissement, et, si elle le décide, leur entretien.

Ce rapport présente une synthèse, des études réalisées sur la commune, des travaux entrepris depuis, et des contrôles effectués par le SPANC, afin d'aider la municipalité dans le choix des modes d'assainissement à retenir pour chaque village.

Il présente aussi des projets d'opportunité sur certains villages de la commune afin d'améliorer le traitement des eaux usées de la commune.

## 3 Données sur la commune de Beauregard-L'Évêque

### 3.1 Situation géographique et démographique

La commune de Beauregard-L'Évêque fait partie de la Communauté de communes de Billom Communauté.



Population	Beauregard-L'Évêque (63116)
Population en 2018	1 528
Densité de la population (nombre d'habitants au km <sup>2</sup> ) en 2018	127,1
Superficie (en km <sup>2</sup> )	12,0
Nombre de ménages en 2018	598
Nombre de logement en 2018	681

### 3.2 Captage AEP

Aucun captage utilisé pour l'alimentation en eau potable n'est existant sur la commune.

### 3.3 ZNIEFF et Natura 2000

La commune possède une ZNIEFF (Zone Naturelle d'Intérêt Ecologique, Faunistique et Floristique) : Val d'Allier de Pont du Château au Pont de Joze.

Un site Natura 2000 est présent sur la commune : Val d'Allier - Alagnon

Les cartes des ZNIEFF et du site Natura 2000 sont consultables en annexe n°1.

### 3.4 Urbanisme

Un SCOT est existant sur le Grand Clermont. La commune de Beauregard-L'Evêque et Billom Communauté en font partie.

Un PLU-H approuvé en date du 21 octobre 2021 est existant sur Billom Communauté. Il a été complété par une modification n°1 en date du 25/10/2021.

La Loi Montagne ne s'applique pas sur cette zone d'étude. La loi montagne contient des dispositions en vue de protéger les espaces, paysages et milieux les plus remarquables du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Les zones constructibles et non constructibles sur Beauregard-L'Evêque sont identifiées. Le PLU-H encadre le type de constructions autorisées.

Le principe est d'urbaniser les terrains en continuité avec les zones déjà urbanisées sur la commune.

L'activité agricole devra être conservée en priorité.

L'urbanisation de terre agricole ne sera pas possible excepté dans les cas suivants :

- la construction ou l'installation est nécessaire à l'exploitation agricole,
- les parcelles concernées présentent une faible valeur agricole de par leur déclivité forte et sont d'une faible valeur agronomique.

Afin de satisfaire cette exigence de compatibilité, les espaces et milieux caractéristiques du patrimoine naturel montagnard devront être classés en zones agricole (A) ou naturelle (N) des PLU et dans les secteurs non constructibles des cartes communales. Cependant, ces espaces pourront accueillir certaines constructions si ces dernières sont compatibles avec les exigences de préservation.

### 3.5 Exploitation agricole ICPE

Aucune exploitation agricole n'est classée.

## 4 Assainissement collectif et non collectif actuel

### 4.1 Réseaux existants

La commune de Beauregard l'Evêque possède un réseau collectant les eaux usées du bourg de la commune. Il achemine ces eaux à une station d'épuration située au sud-ouest du village. Ce réseau est majoritairement unitaire.

Les autres villages de la commune ne possèdent pas de réseaux de collecte et de station d'épuration.

Le tableau suivant reprend l'inventaire des ouvrages existants (février 2022) sur la commune. Les linéaires de réseaux comprennent les réseaux de collecte et de transport.

Etat des lieux des ouvrages existants BEAUREGARD L'EVEQUE	
Réseau eaux usées strictes	3 317ml
Réseau eaux pluviales	5 959 ml
Réseau unitaire	5 808 ml
Grille et avaloir	232
Regard de visite	225
Déversoir d'orage	4



## 4.2 Station d'épuration

Une station traite les eaux usées du bourg de la commune. Cette station, mise en service en novembre 2003, de type boues activées a une capacité nominale de 943 EH (Equivalent Habitant). L'effluent traité est de qualité satisfaisante selon les rapports annuels de fonctionnement de 2021 du SATEA (Service d'Assistance Technique à l'Eau et à l'Assainissement).



## 4.3 Assainissement non collectif

### 4.3.1 Rappel du cadre réglementaire concernant les contrôles d'assainissement non collectif

Depuis la loi du 3 janvier 1992, pour la première fois dans le droit français, les usagers qui ne sont pas raccordables au réseau d'assainissement collectif doivent se munir d'un dispositif permettant de traiter leurs eaux usées aussi efficacement que possible. Dans ce cadre, l'arrêté du 6 mai 1996 met en avant l'utilisation des techniques d'épuration par épandage souterrain.

La nouvelle législation oblige les collectivités à réaliser le contrôle technique des systèmes d'assainissement autonome situés sur leur territoire. Elle comprend la vérification technique de la conception et de la réalisation des installations nouvelles ou réhabilitées et la vérification périodique du bon fonctionnement des installations existantes.

Le règlement permet également aux communes d'en prendre en charge l'entretien (vidange des fosses).

Cette réglementation implique donc la création par les communes d'un Service Public de gestion pour l'Assainissement Non Collectif (SPANC) indépendant du service de gestion pour l'assainissement collectif et à mettre en place avant le 31 décembre 2005. Les collectivités ou leur regroupement délimitent après enquête publique les zones relevant de l'assainissement non collectif où elles sont tenues d'assurer le contrôle des différents dispositifs d'assainissement.



La commune de Beauregard-L'Evêque a passé un contrat d'affermage avec la SEMERAP pour la gestion de l'assainissement collectif depuis 2009.

La compétence assainissement non collectif est détenue par Billom Communauté qui l'a transféré au Syndicat Intercommunal d'Assainissement de la Région Est de Clermont-Ferrand (SIAREC) en janvier 2021.

Deux principaux arrêtés régissent la réglementation :

- **L'arrêté du 7 mars 2012 modifiant l'arrêté du 7 septembre 2009** fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5.

Ce texte concerne le contrôle des installations neuves ou réhabilitées et reprend globalement les dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996, tout en permettant l'agrément de nouveaux dispositifs de traitement. Les agréments de dispositifs par les ministères en charge de la santé et de l'écologie sont publiés au journal officiel.

- **L'arrêté du 27 avril 2012** relatif aux modalités de l'exécution de la mission de contrôle des installations d'assainissement non collectif.

Ce texte concerne la mission de contrôle des installations existantes par la commune.

La détermination des habitations à visiter s'est faite à partir des fichiers d'abonnés au service de l'eau ne payant pas de taxe d'assainissement collectif. Un certain nombre de ces compteurs desservent soit des champs ou des bâtiments agricoles (compteurs agricoles) soit des maisons en ruine. Lors du passage des techniciens en charge du contrôle, ces habitations ou compteurs seuls sont décomptés des installations d'assainissement autonome présentes sur les communes.

#### 4.3.2 Définition des catégories utilisées

Plusieurs catégories sont définies pour apprécier l'état des installations :

- **Les installations conformes** : elles satisfont en tout point à la norme (Arrêté du 7 septembre 2009) qui ont été suivies et contrôlées par le service.
- **Les installations acceptables** : elles ne satisfont pas strictement tous les points de la norme. Cependant les points de non-conformité ne sont pas essentiels et ne remettent pas en cause la capacité d'épuration de l'installation. Il s'agit généralement d'installations qui possèdent tous les éléments (prétraitement, épandage, ventilation).  
Ce sont des installations qui fonctionnent correctement le jour de la visite du service.
- **Les installations non-conformes incomplètes\* ou significativement sous-dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs** hors zone à enjeu sanitaire\* ou environnemental\*.

#### Travaux de mise en conformité en cas de vente sous un an

- **Les installations non-conformes présentant un danger pour la santé des personnes** : une installation qui appartient à l'une des catégories suivantes :

a) Installation présentant :

- soit un défaut de sécurité sanitaire, tel qu'une possibilité de contact direct avec des eaux usées, de transmission de maladies par vecteurs (moustiques), des nuisances olfactives récurrentes ;
- soit un défaut de structure ou de fermeture des parties de l'installation pouvant présenter un danger pour la sécurité des personnes ;

b) Installation incomplète\* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu sanitaire

c) Installation située à moins de 35 mètres en amont hydraulique d'un puits privé déclaré et utilisé pour l'alimentation en eau potable d'un bâtiment ne pouvant pas être raccordé au réseau public de distribution.

➤ Les installations non-conformes présentant un risque environnemental avéré : Installation incomplète\* ou significativement sous dimensionnée ou présentant des dysfonctionnements majeurs, située dans une zone à enjeu environnemental

**Travaux obligatoires sous quatre ans et sous un an en cas de vente**

➤ En cas d'absence d'installation :

Mise en demeure de réaliser une installation conforme dans les meilleurs délais et sous un an en cas de vente.

**\*« Installation incomplète » :**

- pour les installations avec traitement par le sol en place ou par un massif reconstitué, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation pour laquelle il manque, soit un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué, soit un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol en place ou d'un massif reconstitué ;
- pour les installations agréées au titre de [l'article 7 de l'arrêté du 7 septembre 2009](#) modifié fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/ j de DBO5, pour l'ensemble des eaux rejetées par l'immeuble, une installation qui ne répond pas aux modalités prévues par l'agrément délivré par les ministères en charge de l'environnement et de la santé ;
- pour les toilettes sèches, une installation pour laquelle il manque soit une cuve étanche pour recevoir les fèces et les urines, soit une installation dimensionnée pour le traitement des eaux ménagères respectant les prescriptions techniques de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié susvisé relatif aux prescriptions techniques.

**\* « Zone à enjeu sanitaire » :** une zone qui appartient à l'une des catégories suivantes :

- périmètre de protection rapprochée ou éloignée d'un captage public utilisé pour la consommation humaine dont l'arrêté préfectoral de déclaration d'utilité publique prévoit des prescriptions spécifiques relatives à l'assainissement non collectif ;
- zone à proximité d'une baignade dans le cas où le profil de baignade, établi conformément au code de la santé publique, a identifié l'installation ou le groupe d'installations d'assainissement non collectif parmi les sources de pollution de l'eau de baignade pouvant affecter la santé des baigneurs ou a indiqué que des rejets liés à l'assainissement non collectif dans cette zone avaient un impact sur la qualité de l'eau de baignade et la santé des baigneurs ;

### *Mise à jour du zonage assainissement – Beauregard-L'Evêque*

- zone définie par arrêté du maire ou du préfet, dans laquelle l'assainissement non collectif a un impact sanitaire sur un usage sensible, tel qu'un captage public utilisé pour la consommation humaine, un site de conchyliculture, de pisciculture, de cressiculture, de pêche à pied, de baignade ou d'activités nautiques.

\* « Zones à enjeu environnemental » : les zones identifiées par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ou le schéma d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) démontrant une contamination des masses d'eau par l'assainissement non collectif sur les têtes de bassin et les masses d'eau.

#### 4.3.3 Dénombrement des abonnés et de leur type d'assainissement :

Ce tableau présente le récapitulatif de la campagne de contrôles des dispositifs d'assainissements non collectif effectuées par La SEMERAP en 2019 :

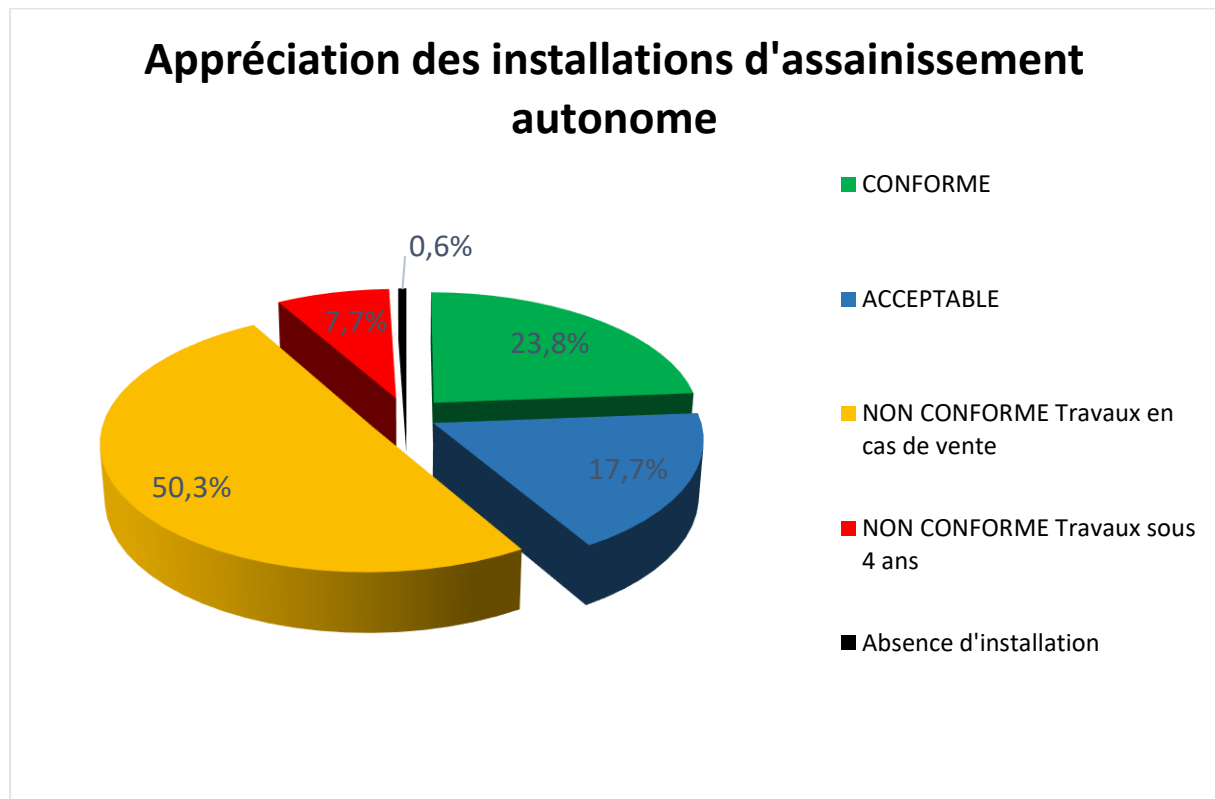
Tableau 1	Bilan récapitulatif des installations de la commune
Visites faites	170
Visites déjà réalisées avant la campagne (neuf ou vente)	11
Habitation sans ANC ou inhabitable	16
Nombre de refus de visite, d'avis de passage resté sans réponse ou visite reporté	14
Total	211

Parmi les 211 habitations possédant un système d'assainissement autonome :

- 92 % des installations ont été contrôlées à ce jour.

#### 4.3.4 Bilan récapitulatif des installations contrôlées de la commune en 2019 :

Le graphique ci-dessous présente le bilan des visites des installations d'assainissement autonome réalisé par la SEMERAP.



- 43 installations sont classées comme : « **conforme** » à la réglementation. Elles sont récentes et elles ont été suivies et contrôlées par le service lors de la mise en place.
- 32 installations sont classées comme : « **acceptable** ». Elles concernent des particuliers qui ont du terrain pour épandre leurs eaux. En général, ces installations sont composées d'une fosse en prétraitement et d'un bac à graisse pour recevoir les eaux ménagères suivi d'un épandage fonctionnant correctement lors de la visite.
- 91 installations sont classées comme : « **non-conforme sous dimensionnée et/ou incomplète et/ou présentant des dysfonctionnements majeurs** ». Celles-ci ne prétraitent pas leurs eaux ménagères et/ou ne traitent pas leurs eaux en sortie de fosse. Ces installations présentent peu de dangers pour la santé des personnes ou de risque avéré de pollution de l'environnement.
- 14 installations sont classées comme : « **non-conforme nécessitant des travaux sous 4 ans représentant un danger pour la santé des personnes** ». Elles concernent les particuliers rejetant leurs eaux usées, sans prétraitement et/ou traitement dans le domaine public et/ou privé. Des nuisances sont constatées le jour de la visite.
- 1 installation n'a aucun système d'assainissement : « **absence d'installation** ».

## 5 Etude des scénarios d'assainissement collectif

Les tracés des conduites et les estimations financières présentés dans ce chapitre devront être précisés et redéfinis lors d'études d'avant-projet avant réalisation.

### 5.1.1 Etat des lieux de l'assainissement actuel

Le bourg de Beauregard l'Evêque est desservi par un réseau unitaire. Plusieurs habitations du bourg ne sont pas desservies car situées soit en contre bas du réseau ou soit sont trop éloignées du réseau.

### 5.1.2 Etat des lieux de l'assainissement futur

La Municipalité ne souhaite pas agrandir son réseau de collecte d'eaux usées.

Deux OAP (orientation d'aménagement et de programmation) sont prévus sur la commune.

OAP 1 : Aucun projet n'a encore été proposé. Le réseau de collecte des eaux usées est mitoyen à cette OAP au Chemin des Vignes. Ainsi, cette OAP relèvera de l'assainissement collectif si un projet est validé par la commune.

OAP 2 : Aucun projet n'a encore été proposé. Le réseau de collecte des eaux usées est mitoyen à cette OAP au Chemin de Chantagret. Ainsi, cette OAP relèvera de l'assainissement collectif.

### 5.1.3 Choix de la Municipalité

Tous les autres secteurs ont été classés par les élus en zone d'assainissement non collectif. D'importantes longueurs de réseaux auraient été nécessaires pour créer des assainissements collectifs in situ. Le coût de tels équipements aurait été prohibitif.



## 6 Conclusion

Les modes d'assainissement retenus par la municipalité sont les suivants (cf carte de Zonage d'Assainissement) :

### 6.1 Assainissement collectif

Une partie du bourg de la commune est équipée d'un réseau de collecte des eaux usées, elle relèvera de l'assainissement collectif.

### 6.2 Assainissement non collectif

Par défaut toutes les habitations isolées et tous les secteurs du bourg non équipés d'un réseau de collecte des eaux usées relèveront de l'assainissement non collectif.

# ANNEXES

# Annexe 1

## ZNIEFF et Natura 2000

## Annexe 2

### Nouveau plan de zonage



---

SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE

Parc Européen d'Entreprises  
Rue Richard Wagner  
BP 60030  
63201 RIOM cedex

Tel : 04 73 15 38 38  
Email : [contact@semerap.fr](mailto:contact@semerap.fr)

